

SUR L'ANTIAMÉRICANISME

Hubert Vedrine

Sur l'antiaméricanisme

1. Qu'est ce que en 2003, que l'antiaméricanisme? Ce mot mal défini est à la source de bien des confusions. On ne peut pas aborder cette question sans distinguer la critique des Etats-Unis dans tel ou tel domaine particulier ou encore, la critique de la politique américaine à un moment donné, par exemple depuis l'élection de George Bush, et le rejet ou la condamnation systématique des Etats-Unis en tant que tels, en tant que société et pays. On peut être contre la peine de mort, ou contre la guerre en Irak, ou même contre l'administration Bush sans être anti-américain au sens systématique du terme. La propagande nazie, soviétique ou de la Chine communiste étaient par exemple, de façon systématique, grotesque et odieuse à la fois, anti-américaines. Ce n'est pas le cas de bien des critiques ponctuelles qui ne sont pas du tout un signe d'antiaméricanisme. Même si les frontières entre antiaméricanisme de principe et critiques particulières sont parfois floues, la distinction ne devrait pas être difficile à établir. Par exemple quand, en tant que ministre, j'ai parlé d'hyperpuissance, ce n'était pas une critique mais un constat et une anticipation, «hyper» en français n'étant pas péjoratif. En revanche quand j'ai parlé de simplisme et d'unilatéralisme, c'étaient des critiques, mais pas de l'antiaméricanisme parce que mon propos n'était ni systématique ni global et s'appliquait à une politique bien identifiée à un moment donné et que j'avais, antérieurement, activement coopéré avec les Etats Unis. La difficulté dans ce débat naît de ce que certains vrais anti-américains prétendent de ne pas l'être, mais sont en fait systématiquement critiques des Etats Unis, mais aussi à l'inverse, de ce qu'un certain nombre d'Américains et de pro-américains qualifient d'antiaméricanisme primaire toute critique de la politique américaine quelle qu'elle soit, pour la disqualifier et l'étouffer dans l'œuf. Schématisme croisé d'ailleurs transposé au monde du cinéma dans les débats franco-américains sur l'exception et la diversité culturelle. Les responsables israéliens agissent de même pour étouffer dans l'œuf les critiques contre la politique israélienne. Et à vrai dire, beaucoup de dirigeants dans beaucoup d'autres pays essaient de faire de même quand le rapport de force politico-médiatique le leur permet. En Europe occidentale, à l'époque des partis communistes forts et jusqu'à la guerre du Vietnam, l'anti-américanisme a été si outrancier et si instrumentalisé par l'URSS, et donc aujourd'hui si discrédité, que personne n'a envie de retomber dans cette ornière. Du coup, telle ou telle critique de la politique américaine, jugée légitime à Washington de la part d'un sénateur ou d'un éditeur d'un grand journal américain, sera pour cette raison édulcorée ou difficile à énoncer à Paris dans la plupart des médias et immédiatement vilipendé par les gardiens de la flamme atlantiste. Il y a d'ailleurs ces dernières années en France un courant régulier d'articles et de publications pour dénoncer sur le ton de la contrition et de la culpabilisation «l'antiaméricanisme français» présenté comme viscéral et massif et en l'amalgamant délibérément avec toute critique précise et fondée et en faisant en revanche silence, du moins jusqu'aux excès pitoyables de 2003, sur la francophobie américaine alors qu'elle est au moins aussi vivace. J'avais eu l'occasion en tant que ministre, dans un discours prononcé en 2001 devant le Council of Foreign Relations de Chicago, d'évoquer symétriquement les stéréotypes français antiaméricains et américains francophobes qui sont à l'œuvre dans la politique américaine au moins depuis les préventions de Roosevelt contre De Gaulle. En tout cas, il faut constater qu'en Europe occidentale il était redevenu assez efficace et dissuasif de brandir l'accusation d'antiaméricanisme pour foudroyer n'importe quelle critique. Du moins jusqu'à Bush et l'Irak et aux événements récents qui ont changé la donne. Cela dit, il existe bel et bien sur la planète un antiaméricanisme qui touche d'ailleurs plus les intellectuels, les artistes et les opinions publiques que les élites dirigeantes politiques et économiques, qui sont partie prenantes, dans presque tous les pays du monde, de la mondialisation américaine et qui révent que leurs enfants fassent leurs études dans des universités américaines. Quelles sont les composantes permanentes de cet antiaméricanisme? L'allergie à l'hégémonie, presque partout. Les souvenirs de l'impérialisme américain dans une partie des opinions de gauche et d'extrême gauche et dans certaines régions comme l'Amérique Latine, souvenirs vivaces et faciles à réveiller. Dans le monde arabe, c'est l'appui américain systématique à Israël qui est déterminant. S'y ajoutent ça et là le rejet de tel ou tel aspect de la vie américaine comme le rôle de l'argent, la peine de mort, la violence, le recours à la force, par exemple. Ce sont là des sentiments universellement présents, mais leurs proportions varient d'une région du monde, d'un pays à l'autre, d'une époque à une autre. L'antiaméricanisme français mérite une mention à part même si son ampleur est souvent exagérée à dessein par ceux qui veulent brider les initiatives diplomatiques françaises. Autrefois, il était beaucoup le fait des communistes et des marxistes français. Aujourd'hui il comprend une forte dose de jalousie pour ce pays qui a usurpé le rôle d'émetteur de valeurs universelles que la France se croyait réservé! Tout cela est maintenant bien étudié. Pour évaluer plus précisément la part variable et conjoncturelle de l'antiaméricanisme, il faudrait dans chaque pays mettre cet antiaméricanisme en balance avec les sentiments proaméricains qui peuvent y être ressentis en même temps, l'admiration pour la richesse des Etats-Unis, la fascination devant leur puissance, l'enchantement par leur cinéma, la popularité de tel ou tel président, en France par exemple Kennedy ou Clinton. 2. Cette part conjoncturelle peut prendre, quand les Etats-Unis inquiètent ou choquent le monde, des proportions considérables: pendant la guerre du Vietnam, en Amérique Latine au temps du soutien américain aux putschs et aux régimes militaires, et aujourd'hui en réaction à la politique militaire de l'administration Bush. Aux motifs structurels d'antiaméricanisme s'ajoutent en effet un rejet de la politique et du style de l'administration Bush, de son unilatéralisme brutal, de ses conceptions aventuristes qui font peur, de ses arguments ou de son vocabulaire, de sa guerre en Irak qui prennent le reste du monde à rebrousse-poil, (à l'exception peut-être d'Israël et du Koweït). Ainsi selon l'étude «Transatlantic trends 2003» la désapprobation de la politique américaine dans le monde et du leadership américain a fait un bond en avant de l'ordre de 20% dans tous les pays d'Europe. Les chiffres sans précédent de l'antiaméricanisme mondial recueillis par PEW dans son enquête «post warriors opinions» de juin 2003 avaient déjà enregistré ce mouvement général. Mais cette vague, exceptionnelle par son étendue si ce n'est par sa hauteur, peut évidemment diminuer en partie, voire revenir «à la normale», si George Bush marginalisait les «néo-conservateurs» pour assurer sa réélection, changeait de politique en Irak, prenait les formes avec l'ONU, si lui, ou un autre président ratifiait Kyoto ou acceptait la Cour Pénale Internationale, par exemple. L'antiaméricanisme aveugle et systématique doit être combattu pays par pays par les responsables et les élites comme toutes les généralisations imbéciles et les racismes. Mais en fait la vigueur, ou le déclin, de l'antiaméricanisme dans les années qui viennent, dépendront plus encore de la façon dont les Etats-Unis feront usage de leur «hyperpuissance» et de ce qu'ils diront au reste du monde. Si l'antiaméricanisme est purement et simplement dénoncé comme une maladie odieuse ou une hérésie qui n'admet aucune espèce d'explication ne justifie aucune analyse et ne relève que du bûcher et si au nom de ce principe toute critique des Etats-Unis est interdite, alors l'antiaméricanisme a de beaux jours devant lui! Si la lutte contre les symptômes prend trop le pas sur l'analyse et le traitement des causes, comme c'est trop souvent le cas dans la lutte contre le terrorisme, si les Américains se contentent de penser qu'on les hait parce qu'ils incarnent la démocratie et la liberté, peu d'améliorations sont à prévoir. Et pourtant les Etats-Unis continuent dans le même temps à fasciner, et il n'y a pas de fatalité de l'antiaméricanisme! Par exemple, le monde arabe, dans lequel l'antiaméricanisme voire la haine des Etats-Unis atteint aujourd'hui des sommets, n'a aucune raison fondamentale d'être aussi hostile, mise à part la persistance de la tragédie palestinienne. Parce que certains en avaient fait, à tort, la seule cause des rapports difficiles Occident-Islam, beaucoup de commentateurs s'ingénient aujourd'hui en sens inverse à relativiser l'importance de cette question dans l'antagonisme entre ces deux civilisations. Ils ont tort évidemment. Si les Etats-Unis imposaient une solution équitable au Proche-Orient. (S'ils obligeaient les Palestiniens à abandonner le droit au retour dans l'Israël d'avant 1967 et à se contenter de moins de 25 % de la Palestine historique pour fonder un état viable, et les Israéliens à renoncer à presque toutes les colonies d'après 1967 et au rêve du grand Israël tout en s'engageant pour la sécurité des deux), ils deviendraient immensément et durablement populaires dans le monde arabo-musulman. Quelques islamistes et terroristes ne renonceraient pas pour autant à leur haine viscérale des occidentaux et des «mauvais musulmans»; mais il serait alors plus facile aux musulmans modérés, - la majorité -, et aux gouvernements arabo-islamiques, de les combattre, de les isoler, de les vaincre. Je pourrai prendre d'autres exemples. Il ne manque pas d'experts de toutes sortes et de diplomates expérimentés, aux Etats-Unis pour analyser le monde extérieur de façon non idéologique, et qui doivent partager ce point de vue. En Europe, l'évolution des opinions envers les Etats-Unis dépendra de quelques facteurs. L'évolution ou non de leur conception du recours unilatéral face à la force. L'acceptation ou non par Washington d'une certaine dose de multipolarité (désir français) ou en tout cas de multilatéralisme (souhait général) ce qui ne remettrait pas d'ailleurs en cause leur prééminence. Et de leur capacité à traiter l'Union Européenne en partenaire plutôt qu'en supplétif ou en rival. Evidemment se pose alors la question de la capacité des Européens à se penser, à se comporter, comme des partenaires des Etats-Unis et à prendre toutes leurs responsabilités dans le monde, ce qui n'est pas encore le cas. Mais, c'est un autre sujet...





01/12/2003